



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Hors commission - Organisme Extérieur - SAEML TaM - Modification statutaire - Autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions. Elle détient 46,02% du capital, soit 15 778 actions et occupe 6 postes sur 12 au sein du conseil d'administration de la société, dont le poste de Présidence de la société.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier (9,11%) représentent l'actionnariat public pour 55,12%. Le collège d'actionnaires privés représente 44,88% du capital, dont 19,99% pour Transdev.

La SAEML TaM a pour objet l'exploitation des services de transport public, la réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, d'ouvrages sur voirie. La société intervient aussi dans le cadre de la réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de stationnement.

Le 29 juin 2018, en vertu de l'application de l'article L.225-27-1 du Code de commerce, un 13^{ème} poste d'administrateur est approuvé par la SAEML TaM, en Assemblée Générale Extraordinaire, sans détention de capital social à un administrateur salarié désigné par le Comité Social et Economique (CSE).

Ce mandat d'administrateur salarié est incompatible avec tout mandat de membre du CSE. La durée de son mandat est alignée sur la durée du mandat du CSE qui l'aura désigné, elle est au maximum de 6 ans.

Il est proposé de modifier les statuts actuels en incluant la création d'un second poste d'administrateur salarié.

En effet, la loi Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises (PACTE) du 22 mai 2019 est venue renforcer l'obligation de nomination des administrateurs représentants les salariés au sein des conseils d'administration dans les sociétés disposant de plus de 1 000 salariés, elle prévoit la présence de deux administrateurs salariés au sein des conseils d'administration de plus de 8 administrateurs.

En conséquence, il convient donc de modifier les statuts pour instituer cette représentation des administrateurs salariés.

Cette modification des statuts a été proposée au Conseil d'Administration de la SAEML TaM le 30 avril 2021 et sera approuvée lors d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales, qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité ».*

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la modification statutaire de la SAEML TaM en vue d'intégrer la modification évoquée ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur Laurent NISON, représentant à l'assemblée générale de la SAEML TaM, à voter en faveur de cette modification statutaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-158857-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021 Projet Statuts TaM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.